

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Handelingen

Annales

INTEGRAAL VERSLAG
VAN DE OPENBARE VERGADERING VAN DE

COMPTE RENDU INTÉGRAL
DE LA RÉUNION PUBLIQUE DE LA

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE
VAN

COMMISSION DE LA JUSTICE
DU

11-01-2000

11-01-2000

AGALEV-ECOLO	:	Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
CVP	:	Christelijke Volkspartij
FN	:	Front National
PRL FDF MCC	:	Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone - Mouvement des Citoyens pour le Changement
PS	:	Parti socialiste
PSC	:	Parti social chrétien
SP	:	Socialistische Partij
VLAAMS BLOK	:	Vlaams Blok
VLD	:	Vlaamse Liberalen en Democraten
VU&ID	:	Volksunie&ID21

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000 : Parlementair Document van de 50e zittingsperiode +
het nummer en het volgnummer
QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden
HA : Handelingen (Integraal Verslag)
BV : Beknopt Verslag
PLEN : Plenumvergadering
COM : Commissievergadering

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000 : Document parlementaire de la 50e
législature, suivi du n° et du n° consécutif
QRVA : Questions et Réponses écrites
HA : Annales (Compte Rendu Intégral)
CRA : Compte Rendu Analytique
PLEN : Séance plénière
COM : Réunion de commission

Officiële publicaties uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

Inhoud

Dinsdag 11 januari 2000

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE - COM 083

Mondelinge vraag van mevrouw Claudine Drion aan de minister van Justitie over "de dossiers van Rwandese onderdanen tegen wie in België een onderzoek loopt" (nr. 551)

5

sprekers : **Claudine Drion, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Jan Mortelmans aan de minister van Justitie over "de tegenstrijdige adviezen van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht" (nr. 599)

6

sprekers : **Jan Mortelmans, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Jo Vandeurzen aan de minister van Justitie over "de nieuwe fiscale procedure" (nr. 719)

7

sprekers : **Jo Vandeurzen, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Justitie over "de mededeling aan de slachtoffers van de vrijlating van een gedetineerde" (nr. 721)

9

sprekers : **Servais Verherstraeten, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Charles Michel aan de minister van Justitie over "de toekomst van het Centrum voor actie-onderzoek in de seksueel-criminologische consultaties (CASC)" (nr. 591)

10

sprekers : **Charles Michel, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Karel Van Hoorebeke aan de minister van Justitie over "het toenemend aantal faillissementen" (nr. 732)

11

sprekers : **Karel Van Hoorebeke, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de benoemingen in het notariaat" (nr. 733)

13

sprekers : **Geert Bourgeois**, voorzitter van de VU&ID-fractie, **Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Bart Somers aan de minister van Justitie over "het grote aantal seponeringen door de parketten" (nr. 670)

15

sprekers : **Bart Somers, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Sommaire

Mardi 11 janvier 2000

COMMISSION DE LA JUSTICE - COM 083

Question orale de Mme Claudine Drion au ministre de la Justice sur "les dossiers de ressortissants rwandais faisant l'objet d'une enquête en Belgique" (n° 551)

5

orateurs : **Claudine Drion, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Jan Mortelmans au ministre de la Justice sur "les avis contraires de la Commission permanente de contrôle linguistique" (n° 599)

6

orateurs : **Jan Mortelmans, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Jo Vandeurzen au ministre de la Justice sur "la nouvelle procédure fiscale" (n° 719)

7

orateurs : **Jo Vandeurzen, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur "l'information des victimes de la mise en libération d'un détenu" (n° 721)

9

orateurs : **Servais Verherstraeten, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Charles Michel au ministre de la Justice sur "l'avenir du Centre de consultations et de recherche - action en sexo-criminologie (CRASC)" (n° 591)

10

orateurs : **Charles Michel, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Karel Van Hoorebeke au ministre de la Justice sur "le nombre croissant des faillites" (n° 732)

11

orateurs : **Karel Van Hoorebeke, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "les nominations dans le notariat" (n° 733)

13

orateurs : **Geert Bourgeois**, président du groupe VU&ID, **Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Bart Somers au ministre de la Justice sur "le nombre élevé d'affaires classées sans suite par les parquets" (n° 670)

15

orateurs : **Bart Somers, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

RÉUNION PUBLIQUE DU
MARDI 11 JANVIER 2000

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

OPENBARE VERGADERING VAN
DINSDAG 11 JANUARI 2000

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur door de heer **Fred Erdman**, voorzitter.

La réunion est ouverte à 14.20 heures par M. **Fred Erdman**, président.

Question orale de Mme Claudine Drion au ministre de la Justice sur "les dossiers de ressortissants rwandais faisant l'objet d'une enquête en Belgique" (n° 551)

Mondelinge vraag van mevrouw Claudine Drion aan de minister van Justitie over "de dossiers van Rwandese onderdanen tegen wie in België een onderzoek loopt" (nr. 551)

Mme **Claudine Drion** (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le président, monsieur le ministre, lors du débat relatif à l'examen de la note de politique étrangère de M. Michel, que nous avons eu en commission, nous avons beaucoup insisté sur l'importance de la pacification en Afrique centrale, principalement dans les différents pays de la région des grands lacs et évidemment au Rwanda.

Un des chapitres de cette pacification concerne la justice qui doit être faite au sujet du génocide. C'est pourquoi je vous adresse cette question, en référence à celle que M. Mahoux vous avait posée au Sénat le 14 octobre. A ce moment, vous aviez obtenu du parquet certaines informations que vous lui aviez communiquées.

Selon celles-ci, le procès de trois personnes serait fixé durant cette année judiciaire, onze dossiers seraient à l'instruction, 20 à l'information et trois devraient être soumis à l'appréciation de la cour d'assises de Bruxelles avant la fin de l'année.

Le Rwanda est revenu au faite de l'actualité ces derniers jours, puisque le Conseil d'Etat a blanchi une série de militaires. Or, la presse de ce matin nous informe que deux rwandaises se sont constituées partie civile, poursuivant l'ONU pour complicité de génocide, et seront défendues par des juristes australiens.

Dès lors, je voudrais vous poser trois questions.

Avez-vous de nouvelles informations émanant du parquet, puisque celles dont vous avez fait état au Sénat, au mois d'octobre, faisaient référence à une réponse que le procureur général de Bruxelles vous avait transmise le 26 août ?

Quels sont les moyens mis ou que vous pourriez mettre à la disposition de la police judiciaire eu égard aux dossiers pour lesquels des enquêtes sont ouvertes ? Estimez-vous ces moyens suffisants pour l'instant ? Sinon, que pouvez-vous faire ?

Quels moyens entendez-vous mettre en oeuvre dans le cadre de l'assistance aux victimes ? En effet, au niveau des personnes se constituant partie civile, en Belgique, il y aurait intérêt à faire intervenir des témoins ainsi que des experts rwandais, ce qui implique des frais de voyage, de séjour et éventuellement d'interprète.

M. **Marc Verwilghen**, ministre : Monsieur le président, chère collègue, je voudrais vous remercier pour vos questions, qui traitent d'un des dossiers classés parmi les plus importants qui aient existé dans notre pays.

En ce qui concerne votre première question, selon les informations que j'ai recueillies récemment, à savoir l'état d'avancement des dossiers, je peux vous répondre ce qui suit. Les dossiers Ntizemana et Mukagango seront joints afin de les traiter devant la cour d'assises. Ces dossiers se trouvent dans la phase de règlement de procédure, c'est-à-dire que pour le premier dossier, la première phase Franchimont est passée, et la deuxième phase Franchimont est entamée. Cela signifie que le procureur du Roi prononcera un réquisitoire de transmission avant de transmettre le dossier au procureur général, afin que la chambre des mises en accusation statue du renvoi devant les cours d'assises. Le dossier de la soeur de Mukagango se trouve dans la première phase Franchimont. Le procureur du Roi prendra un réquisitoire de transmission de ce dossier.

En ce qui concerne le meurtre des dix paras belges, vous savez que le dossier Ntuyamaga est bloqué en Tanzanie à la suite de la décision d'extrader le suspect en premier aux autorités rwandaises, malgré notre demande préa-

Marc Verwilghen

lable d'extrader le suspect vers la Belgique. Le juge tanzanien a décidé que le procès concernant son extradition éventuelle vers le Rwanda débutera le 18 janvier prochain. Une nouvelle demande d'extradition sera introduite au cas où la personne citée ne serait pas extradée vers le Rwanda, puisque la procédure doit être renouvelée à ce moment.

En ce qui concerne votre deuxième question, je puis vous confirmer que la cellule de la PJ, initialement composée de cinq personnes, n'en contient plus qu'une et ce, depuis très longtemps. Depuis mon arrivée au ministère de la Justice, je n'ai pas été saisi d'une demande visant à augmenter les effectifs de la cellule. L'opportunité d'augmenter le nombre de policiers ne m'est pas signalée par les autorités judiciaires. J'en déduis donc que l'élargissement du cadre des policiers est superflu.

Toutes les dépenses auxquelles vous faites allusion dans votre troisième question, c'est-à-dire les frais de voyage, de séjour et d'interprètes, sont considérées comme des frais de justice. Je pourrais encore en citer d'autres puisque les expériences suisses ont montré qu'il avait fallu notamment acheter des vêtements au profit de témoins africains afin de les prémunir du climat belge.

J'ai ainsi répondu à vos trois questions. Cette affaire reste bien entendu préoccupante pour la Belgique. Nous espérons que ces procès pourront être menés jusqu'au bout.

Mme **Claudine Drion** (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le président, je remercie le ministre de sa réponse. Les familles qui se sont constituées partie civile, ainsi que toutes les personnes qui s'intéressent au Rwanda, suivront l'affaire de près. Je suis étonnée que la PJ n'ait pas demandé plus de moyens. J'espère en tout cas que cela n'empêchera pas l'enquête d'avancer. Les informations que vous transmettez aux familles leur permettront de suivre l'affaire avec intérêt.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Mondelinge vraag van de heer Jan Mortelmans aan de minister van Justitie over "de tegenstrijdige adviezen van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht" (nr. 599)

Question orale de M. Jan Mortelmans au ministre de la Justice sur "les avis contraires de la Commission permanente de contrôle linguistique" (n° 599)

De heer **Jan Mortelmans** (Vlaams Blok) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik heb deze vraag reeds gesteld aan de minister van Binnenlandse Zaken die mijns inziens bevoegd is voor deze materie. Ik kon de minister daarvan echter niet overtuigen en de heer Duquesne heeft mij zelf doorverwezen naar u.

In het advies van 18 december 1975 adviseerde de Vaste Commissie voor Taaltoezicht dat de notaris in zijn betrekkingen met het publiek de wetten op het gebruik van talen in bestuurszaken moet naleven. De VCT was namelijk van oordeel dat de notaris de administratieve taalregeling van zijn standplaats of, indien hij buiten die standplaats optreedt, de taalregeling van de plaats van de lokalisatie van het voorwerp van zijn optreden moet eerbiedigen. Als de notaris optreedt als medewerker van de rechterlijke macht, dan is voor de handelingen die deel uitmaken van de gerechtelijke procedure de wet van 15 juni 1935 op het gebruik van de talen in gerechtszaken van toepassing, behalve voor handelingen van bestuurlijke aard. Dit betekent dat de notaris in zijn hoedanigheid van openbaar ambtenaar voor alle officiële bekendmakingen waartoe hij door de wet verplicht is de bepalingen van de wet op het gebruik van talen in bestuurszaken moet naleven. De VCT heeft in een recent advies echter gemeend dat dit principe niet geldt indien een notaris op verzoek van de verkoper in week- of dagbladen in binnen- of buitenland advertenties plaatst voor de verkoop van onroerende goederen die eerder commercieel van aard zijn. Dit gebeurde naar aanleiding van diverse klachten tegen het genootschap van notarissen in verband met het feit dat in het weekblad "Vlan" een aantal Franstalige advertenties werden geplaatst aangaande huizen en onroerende goederen die via notariële weg te koop werden aangeboden.

Mijnheer de minister, het lijkt mij dat het commerciële karakter van bepaalde advertenties absoluut niet duidelijk is voor de burger. Hierdoor kan hij spontaan reageren met het indienen van taalklachten, wat recent ook is gebeurd. Overigens is het commerciële karakter zelf niet duidelijk omschreven. Niemand kan ten gronde aantonen wanneer een notariële advertentie commercieel is of niet, zeker niet als zij onder de rubriek "Notariële Verkoopingen" wordt geplaatst. In die zin ben ik dan ook van mening dat de Vaste Commissie voor Taaltoezicht zichzelf in haar verschillende adviezen tegensprekt, namelijk enerzijds, ontvankelijk en gegrond en anderzijds, ontvankelijk en ongegrond. Blijkbaar worden afhankelijk van de tijd en de samenstelling van de commissie adviezen verstrekt. Dit is slechts één voorbeeld uit vele. Wij kunnen ons niet van de indruk ontdoen dat de rechtspraak van de VCT eigenlijk een totale chaos is geworden. De tegengestelde adviezen omtrent dezelfde problematiek swingen de pan uit. In het ene geval wordt een klacht ontvankelijk en gegrond verklaard, in het andere geval wordt een klacht over dezelfde materie ontvankelijk maar ongegrond verklaard.

Jan Mortelmans

Mijnheer de minister, bent u op de hoogte van deze onduidelijkheid ? Welke maatregelen hebt u reeds genomen om die onduidelijk niet te laten voortbestaan ? Bent u van oordeel dat notarissen in Brussel om alle onduidelijkheden terzake te vermijden best principieel tweetalig adverteren en dat de zogenaamde advertenties zuiver als notariële aankondigingen dienen te worden gezien ?

Minister **Marc Verwilghen** : Mijnheer de voorzitter, collega, ik heb begrepen dat u de vraag eerst hebt gesteld aan de minister van Binnenlandse Zaken. Ik meen dat dit terecht was aangezien de uitspraken van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, die overigens geen bindende kracht hebben, met betrekking tot de wetgeving op het taalgebruik in bestuurszaken onder de bevoegdheid van mijn collega van Binnenlandse Zaken vallen. Desalniettemin zal ik toch proberen een antwoord te geven op uw vraag aangezien ik niet wil terechtkomen in een soort pingpongspel.

Over de taal die de notaris moet gebruiken in het tweetalige gebied Brussel Hoofdstad bij het openbaar maken door middel van aankondigingen en aanplakbiljetten bestaat bij mijn weten reeds jaren betwisting. Mijn voorganger heeft een jaar geleden in antwoord op een schriftelijke vraag melding gemaakt van de tegengestelde standpunten die daarover in de rechtsleer werden ingenomen.

Ook in de rechtsleer is men het hierover dus klaarblijkelijk niet eens. Ik verneem ook dat er bij de notarissen zelf geen eensgezindheid bestaat. De Koninklijke Federatie van de Belgische Notarissen heeft zich hierover nog niet officieel uitgesproken. Ik heb haar gevraagd mij een advies te bezorgen maar zij verwijst naar het standpunt dat werd ingenomen bij de behandeling van de betrokken klachten door de Vaste Commissie voor Taaltoezicht.

Het probleem heeft te maken met het feit dat de notaris eenzelfde handeling kan verrichten in verschillende hoedanigheden. Hij kan optreden als openbaar ambtenaar om bepaalde wettelijk voorgeschreven handelingen te verrichten, bijvoorbeeld een openbare verkoping in uitvoering van een vonnis. Hij kan ook zijn diensten verlenen aan particulieren en daarbij eventueel als een lasthebber optreden. Die discussie werd in het verleden, bij de hervorming van het notariaat, reeds gevoerd.

Bij de buitengerechtelijke verkopeningen zijn in de handelingen die de notaris moet verrichten niet de maatregelen van bekendmaking begrepen. Als het gaat om een verkoop die onder toepassing valt van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de consument, is de persoon die de verkoop organiseert, met name de handelaar, met de bekendmaking gelast. Hier wijken wij af van de normale regel. Deze moeten dan de taalwetten in bestuurszaken

naleven, waarvan artikel 52 bepaalt dat hij de taal moet gebruiken van het gebied waar zijn exploitatiezetel is gevestigd. Deze verplichting geldt echter niet indien de verkoop niet onder de toepassingsvoorwaarden van de wet van 14 juli 1991 valt. De verkoper is dan niet aan de taalwetten onderworpen. Dat is de nuance die moet worden gemaakt.

Het advies van 20 mei 1999 van de Verenigde Kamers van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, dat op 1 onthouding unaniem werd goedgekeurd, is met voor-noemde principes volledig in overeenstemming. Wat in dat advies wordt bedoeld met verkoop van onroerende goederen op verzoek van de verkoper, die eerder commercieel en informatief van aard zijn, is precies hetzelfde als wat ik kom te zeggen over de buitengerechtelijke verkopeningen op vraag van respectievelijk een handelaar of een niet-handelaar. Ik begrijp dan ook niet waarom in de vraag sprake is van tegenstrijdige adviezen en onduidelijkheden waartegen ik zou moeten optreden.

Ik ben ook niet de tuchtoverheid van de notarissen. Ik ben evenmin bevoegd om de richtlijnen aan de notarissen voor te schrijven. Het verdient zeker aanbeveling om in Brussel buitengerechtelijke verkopeningen openbaar te maken in de twee talen. Een veralgemening daarvan lijkt mij toch niet haalbaar omdat enerzijds, de beslissing daartoe bij de particulier ligt die tot de verkoop overgaat en anderzijds, verschillende praktische bezwaren bestaan.

Ik meen hiermee op uw vraag te hebben geantwoord binnen de nuances die de wet van 1991 mij verplichten.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Jo Vandeurzen aan de minister van Justitie over "de nieuwe fiscale procedure" (nr. 719)

Question orale de M. Jo Vandeurzen au ministre de la Justice sur "la nouvelle procédure fiscale" (n° 719)

De heer **Jo Vandeurzen** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, mijn vraag is in deze commissie al herhaaldelijk aan de orde geweest. Volgens geruchten die mij ter ore zijn gekomen, blijkt de reeds enige tijd van toepassing zijnde fiscale procedure niet op kruissnelheid te zijn. Er zou enige achterstand bestaan omdat de personeelskaders nog niet helemaal zijn ingevuld. Deze zaak past ook in de problematiek van de benoemingen van de magistraten in het algemeen. Zoals ik bij vorige gelegenheden reeds heb gezegd, zou het zeer betreurenswaardig zijn, mochten we bij de start van een nieuwe procedure met een structurele achterstand vertrekken.

Jo Vandeurzen

Mijnheer de minister, hoever staat het op dit ogenblik met de invulling van de kaders van fiscale rechters in België ? Hebt u een inzicht in het aantal dossiers dat hangende is bij de verschillende rechtbanken ? Zijn bijkomende maatregelen niet dringend nodig om te vermijden dat men met een gerechtelijke achterstand wordt geconfronteerd ?

Minister Marc Verwilghen : Mijnheer de voorzitter, collega Vandeurzen, het antwoord op uw eerste vraag zal ik opdelen per rechtsgebied. In Antwerpen werden 6 vacatures gepubliceerd in het Belgische Staatsblad van 9 april 1999. Er werden 4 rechters benoemd. Over de 2 overblijvende vacatures wordt eerstdaags beslist. In Brussel waren er in hetzelfde staatsblad 9 plaatsen vacant, waarvan 6 voor Franstaligen en 3 voor Nederlandstaligen. Op dit moment werden drie rechters benoemd. Voor de 6 overige vacatures zijn er geen kandidaturen die voldoen aan de wettelijke basisvoorwaarden. Voor Gent zijn er in hetzelfde Staatsblad 4 vacatures verschenen. Men heeft 3 rechters benoemd. Voor de resterende vacature is er geen kandidaat die nog in aanmerking komt. Men zal dus opnieuw een oproep in het staatsblad moeten publiceren.

In Luik zijn 6 plaatsen te begeven. De vacatures werden in april en mei gepubliceerd. Het kader is volledig ingevuld. In het Staatsblad van 9 april 1999 zijn drie vacatures verschenen voor Bergen. Ook daar is het kader volledig ingevuld. De samenstelling van Luik en Bergen is dus volledig. Binnenkort geldt dit ook voor Antwerpen. In Gent en, voornamelijk, in Brussel is er echter nog een probleem. In totaal waren 28 plaatsen te begeven. Het aantal benoemingen bedraagt 19.

Voor de provincies Vlaams- en Waals-Brabant heeft men voorzien in de benoeming van een toegevoegd rechter voor het rechtsgebied van het hof van beroep in Brussel met een eerste aanwijzing, respectievelijk de rechtbank van eerste aanleg in Leuven en die in Nijvel. Beide vacatures werden ingevuld.

Op de tweede vraag kan ik antwoorden dat het aantal fiscale dossiers bij het hof van beroep van Luik - rechtbank van eerste aanleg in Luik - 180 bedraagt, waarvoor nog geen enkel vonnis is uitgesproken. Bij de rechtbank van eerste aanleg in Namen zijn dat er 189, waarvan ondertussen 2 zijn afgewerkt. In Aarlen zijn er 40 zaken aanhangig. Er werd nog geen enkel vonnis uitgesproken. In Eupen zijn er 54 zaken, waarvan 20 in behandeling. Dit wil zeggen dat de debatten werden afgesloten en dat men wacht op de uitspraak. Bij het hof van beroep van Bergen zijn 287 zaken aanhangig. Ik kan u echter niet dezelfde onderverdeling geven omdat ik de gegevens niet heb gekregen.

Bij het hof van beroep van Antwerpen - de rechtbank van eerste aanleg - zijn er 330 zaken hangende, waarvan nog geen enkele in het eindstadium zit. Bij de rechtbank van

eerste aanleg in Hasselt zijn er 176 zaken aanhangig waarvan nog geen enkele is beslecht. Wat het hof van beroep van Gent - rechtbank van eerste aanleg - betreft, zijn er 227 zaken ingediend. Bij de rechtbank van eerste aanleg in Brugge zijn dat er 299. Ik heb geen informatie verkregen over de stand van zaken van deze gedingen.

Wat het hof van beroep te Brussel betreft - rechtbank van eerste aanleg - gaat het om 438 zaken waarvan 365 Franstalig. Dat komt neer op 84%. 73 zaken waren Nederlandstalig. Dat is 16%. Bij de rechtbank van eerste aanleg te Nijvel gaat het om 30 zaken en bij de rechtbank van eerste aanleg te Leuven gaat het om 65 zaken.

Uw derde en laatste vraag luidde of extra maatregelen nodig zijn om de dreigende achterstand te beperken. Ik denk dat het gekende probleem Brussel is. We moeten waakzaam zijn voor de datum van 1 april 2001, waarbij de uitzondering die is vervat in het artikel 11 van de wet van 23 maart 1999 zijnde de bevoegdheid van de administratie om nog geschillen te beslechten, zou vervallen. Aangezien de wet recent in werking is getreden, is het hic et nunc zeer moeilijk om reeds een evaluatie te maken van deze nieuwe fiscale procedures. De rechterlijke wereld is zich bewust van het probleem en tijdens het overleg daarnet in de Senaat is door een nota van het Hof van Cassatie duidelijk gebleken hoezeer men bevreesd is dat dit type zaken niet de nodige ondersteuning en opvang zou krijgen. In de nota wordt ook gepleit om de nodige bijkomende maatregelen te treffen. Ik heb de nota ontvangen en zal een onderzoek voeren om te zien in welke mate een aanpassing nodig is.

De heer Jo Vandeurzen (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor het antwoord. Mijnheer de minister, heeft de nota dezelfde inhoud als het verslag van het Hof van Cassatie ?

Minister Marc Verwilghen : De nota die ik heb gekregen, is vandaag neergelegd. Ik had het vermoeden dat dit een herhaling was van wat was opgenomen in het verslag van het Hof van Cassatie, maar het blijkt een bredere kijk op de zaak te zijn. Ik heb het document vandaag gekregen en ik heb geen enkel bezwaar om het document ook ter beschikking te stellen van de leden van de commissie voor de Justitie van de Kamer.

De heer Jo Vandeurzen (CVP) : Ik denk, zonder het er nog eens uitvoerig over te hebben, dat we zo snel mogelijk met een nieuwe procedure moeten starten om te vermijden dat we van bij de start een achterstand hebben. Kwaliteit in de uitvoering van de wet is zeer belangrijk, en dat is niet alleen een probleem van deze regering. Als ik zie wat nog allemaal moet worden behandeld, kan ik mij voorstellen dat men zich zeer ongerust maakt. Zeer weinig zaken zijn al afgewerkt. Ik hoop dat in de nota een aantal concrete maatregelen staan. Ik ben blij dat de minister dat prioritair stelt.

Jo Vandeurzen

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Justitie over "de mededeling aan de slachtoffers van de vrijlating van een gedetineerde" (nr. 721)

Question orale de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur "l'information des victimes de la mise en libération d'un détenu" (n° 721)

De heer **Servais Verherstraeten** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, wellicht zal de wet die we tijdens de vorige legislatuur hebben goedgekeurd met betrekking tot de commissies voorwaardelijke invrijheidstelling, een overgangswetgeving zijn in het kader van wat binnen het Octopusakkoord is afgesproken. U hebt uw intenties inzake strafuitvoeringsrechtbanken volgens mij ook reeds meegedeeld in verschillende teksten. Ik denk dat we er belang bij hebben dat ook deze overgangswetgeving behoorlijk werkt. Een van de doelstellingen bij de voorwaardelijke invrijheidstellingen is volgens mij het betrekken van de slachtoffers, deze eventueel te horen en te informeren omtrent beslissingen.

Blijkbaar is er een incident geweest met grote emotionele gevolgen. De Nederlandstalige commissie VI Brussel heeft bij een slachtoffer dat niet in verband met de procedure wenste te worden gehoord, maar wel in verband met de beslissing geïnformeerd wilde worden, de wetgeving dermate geïnterpreteerd dat zij de beslissing pas kenbaar maakte wanneer ze ook uitvoerbaar was. Dat had tot gevolg dat, toen het slachtoffer via briefwisseling ingelicht werd, de gedetineerde reeds was vrijgelaten en dat ze dat ook reeds had vernomen via de pers.

De vraag is wanneer het slachtoffer geïnformeerd dient te worden. Is dat op het ogenblik van het nemen van de beslissing? De mogelijkheid bestaat immers dat de vrijlating er effectief niet komt omdat de gedetineerde de voorwaarden die de commissie hem oplegt niet heeft aanvaard. Is de kennisgeving soms alleen vereist als dit effectief uitvoerbaar is? Als dit via de normale communicatiemiddelen gebeurt zoals dat nu het geval is, loopt het slachtoffer het risico dit te vernemen via andere kanalen dan de commissie. Dat is nefast en gaat in tegen de bedoeling van de wetgever. Mijn vraag is dus eigenlijk hoe dit kan worden voorkomen. Kan dit onmiddellijk bij het nemen van de beslissing waarbij dan onmiddellijk aan het slachtoffer ook kenbaar wordt gemaakt dat de gedetineerde de voorwaarden mogelijkerwijze niet zal opvolgen? Als dit gebeurt vanaf het ogenblik waarop de beslissing uitvoerbaar is, zal het dan gebeuren via andere communicatiemiddelen dan de post, bijvoorbeeld

per telefoon? Zal men ervoor zorgen dat het slachtoffer dit niet via de pers dient te vernemen? Welke interpretatie heeft deze commissie eraan gegeven? Is dat ook de interpretatie van de andere commissies? Welke interpretatie kan hieraan best worden gegeven?

Minister **Marc Verwilghen** : Mijnheer de voorzitter, mijnheer Verherstraeten, de nieuwe reglementering inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling is zeer vaak door mensen op het terrein beschouwd als een mijlpaal in de hervorming van de justitie. Na meer dan een eeuw wet-Lejeune was deze actualisering zeker op haar plaats. U weet dat de huidige commissies slechts een tussenstap vormen. Het is de bedoeling om tot strafuitvoeringsrechtbanken te komen.

Een van de vele ingrijpende wijzigingen die werden doorgevoerd betreft de rol en de positie van het slachtoffer in de procedure tot voorwaardelijke invrijheidstelling. In de nieuwe wetgeving wordt op verschillende niveaus aandacht geschonken aan het slachtoffer. Zo kan het slachtoffer mits bepaalde voorwaarden wensen om niet te worden gehoord maar wel te worden geïnformeerd over de beslissing tot invrijheidstelling en de eventueel in zijn of haar belang opgelegde voorwaarden. Dit is echter facultatief. Zo niet blijft de inlichting waardeeloos.

Artikel 4, § 8 van de wet van 5 maart 1998 bepaalt dat de beslissing binnen de 48 uur ter kennis moet worden gebracht van het openbaar ministerie bij de commissie, de minister, de directeur van de strafinrichting en de burgemeester van de gemeente waar de persoon die voorwaardelijk in vrijheid wordt gesteld verklaart te willen wonen.

Indien de voorwaardelijke invrijheidstelling wordt verleend, deelt de commissie dit feit en de in het belang van het slachtoffer opgelegde voorwaarden binnen de 48 uur mee aan het slachtoffer. De hamvraag is vanaf wanneer die termijn voor het slachtoffer begint te lopen. Blijkbaar interpreteert de Brusselse commissie voor voorwaardelijke invrijheidstelling het zo dat de termijn begint te lopen vanaf het ogenblik waarop de veroordeelde zich akkoord verklaarde met de opgelegde voorwaarden. Dit gebeurt dus net voor de invrijheidstelling. Dit betekent dat de veroordeelde reeds in vrijheid is op het ogenblik dat het slachtoffer in kennis wordt gesteld van de invrijheidstelling en desgevallend van de voorwaarden.

Ik kan mij niet akkoord verklaren met deze werkwijze die blijkbaar gebaseerd is op een exegetische interpretatie van de wettekst. De wetteksten spreken enerzijds, van toekenning van de voorwaardelijke invrijheidstelling en anderzijds, van de verlening van de voorwaardelijke invrijheidstelling. Volgens mij dekken beide begrippen dezelfde lading, met name de beslissing van voorwaardelijke invrijheidstelling. Het verschillend woordgebruik is

Marc Verwilghen

volgens mij te wijten aan een onnauwkeurigheid van de wetgever eerder dan aan een bewuste keuze. Als we naar de Franse tekst van de wet kijken, wordt ik in mijn visie gesterkt. Er is sprake van en cas d'octroi de la libération conditionnelle wanneer men het heeft over de kennisgeving aan het slachtoffer. Octroyer is de term die in de Franse tekst doorgaans gehanteerd wordt in de betekenis van toekennen van de voorwaardelijke invrijheidstelling.

Ik ben het overigens volledig met u eens wanneer u stelt dat hiermee ingegaan wordt tegen de bedoeling van de wetgever. Het slachtoffer moet tijdig op de hoogte worden gebracht van de nakende invrijheidstelling om te vermijden dat hij of zij via de media - of zelfs via persoonlijk contact met alle gevolgen van dien - een en ander moet vernemen of constateren.

Wat de praktische toepassing en de interpretatie door andere commissies betreft, werd er een rondvraag gedaan bij de adjunct-adviseur Slachtofferonthaal in de verschillende gerechtelijke arrondissementen. De adjunct-adviseurs Slachtofferonthaal in het Franstalige landsgedeelte hebben ervaren dat de commissies Voorwaardelijke Invrijheidstelling toch het slachtoffer inlichten vanaf het nemen van de beslissing tot voorwaardelijke invrijheidstelling.

De resultaten van de Nederlandstalige commissie zijn mij tot op heden niet ter beschikking gesteld, maar zodra ik ze ontvang, zal ik ze u ook overmaken.

Het is in ieder geval mijn bedoeling om te laten kennen dat er een uniforme toepassing moet komen van de wijze en het tijdstip waarop de mededeling moet gebeuren. De vraag is of dit bij wetwijziging moet gebeuren of bij eenvoudig rondschriven.

De heer **Servais Verherstraeten** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, in het kader van de bedoelingen van de nieuwe wetgever om naar strafuitvoeringsrechtbanken te gaan, is het misschien te veel om daarrond nu nog een interpretatieve wet goed te keuren. Maar ik steun in ieder geval de minister in zijn initiatief om deze rondzendbrief te maken, zodat de slachtoffers tijdig zullen worden verwittigd.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Question orale de M. Charles Michel au ministre de la Justice sur "l'avenir du Centre de consultations et de recherche - action en sexo-criminologie (CRASC)" (n° 591)

Mondelinge vraag van de heer Charles Michel aan de minister van Justitie over "de toekomst van het Centrum voor actie-onderzoek in de seksueel-criminologische consultaties (CASC)" (nr. 591)

M. Charles Michel (PRL FDF MCC) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, ma question sera relativement brève et porte sur l'avenir du Centre de consultations et de recherche-action en sexo-criminologie. Il existait une convention qui liait le CRASC au ministère de la Justice. Dans le cadre de cette convention, un financement annuel de 1 750 000 francs était accordé à ce centre, si les chiffres qui m'ont été communiqués sont exacts. Ce contrat venait à échéance à la fin de l'année 1999. Je n'ai plus eu de contact avec les responsables du CRASC depuis deux semaines mais, à la fin du mois de décembre, ils n'avaient aucune information quant à leur avenir par rapport au financement qui leur était octroyé. Ils étaient dès lors vivement inquiets de cette situation. Qu'en est-il du financement ? Le CRASC a-t-il reçu des garanties pour son avenir ?

Un autre aspect de la question que je veux évoquer ici consiste dans la qualité de centre d'appui. De quoi s'agit-il ? Des accords de coopération sont intervenus récemment et ont été publiés au Moniteur voici quelques mois ou plus précisément quelques semaines. Ils prévoient la faculté de désigner des centres d'appui. Monsieur le ministre, entre-t-il dans les intentions du gouvernement de conférer cette qualité au CRASC ?

Enfin, et je conçois que ce dernier aspect de ma question est un peu plus délicat, le CRASC prend en charge des délinquants qui ne sont pas nécessairement envoyés par les autorités judiciaires. Je conçois qu'il s'agit là d'une compétence qui relève plutôt du ministre de l'Intérieur mais une concertation peut-elle être envisagée pour permettre, d'une manière ou d'une autre, que des centres tels que le CRASC puissent bénéficier d'un type de financement pour cette activité-là, qui ne relève pas directement d'une activité parajudiciaire, si je puis m'exprimer ainsi ?

Au-delà de la question très matérielle et très pragmatique du subsidie et donc du financement du CRASC, se pose la question de la philosophie dans ce dossier, dans la mesure où le CRASC a développé une approche du concept de guidance qui tend à l'évitement de la récidive. C'est un des éléments et un des aspects importants que le CRASC, en termes de philosophie de travail, entend mener. Ma question porte également sur votre appréciation de ce type de philosophie.

M. Marc Verwilghen, ministre : Monsieur le président, cher collègue, je me permets de vous livrer les éléments dont je dispose et qui paraissent constituer une réponse à vos questions. Je peux vous les fournir maintenant puisque j'ai pu m'informer plus amplement sur le dossier.

Marc Verwilghen

Il semble que le Centre de consultations et de recherche-action en sexo-criminologie soit considéré comme un centre spécialisé, au sens de la loi du 13 avril 1995 concernant l'exploitation sexuelle des mineurs d'âge, et non comme centre d'appui au sens de l'accord de coopération relatif aux délinquants sexuels. C'est en sa qualité de centre spécialisé que le CRASC a été subsidié jusqu'à présent et je tiens à souligner cette nuance importante.

Sous la précédente législature, il semble que la Communauté française et la Communauté flamande n'ont pas voulu s'engager dans une coopération avec le CRASC. Les autorités de la Région de Bruxelles-Capitale n'estiment pas pouvoir proposer le CRASC en qualité de centre d'appui. Les autorités bruxelloises paraissent vouloir créer une nouvelle ASBL. Cette situation est semblée née sous l'ancien gouvernement. Celui-ci a en effet décidé d'octroyer un subside de 2 500 000 francs au centre d'appui bruxellois chargé de l'orientation thérapeutique et de l'évaluation des infractions à caractère sexuel.

Mon prédécesseur avait décidé d'arrêter de donner des subventions au CRASC dans la mesure où des relations tendues pouvaient compromettre la bonne exécution des accords de coopération entre les communautés.

Tous les accords de coopération prévoient la création de centres d'appui fédéraux qui seront chargés de tâches d'appui pour les services judiciaires et pour les équipes spécialisées des communautés et des Régions.

Il était prévu de reconnaître, en Région flamande, le centre universitaire médico-légal d'Anvers et, en Région wallonne, l'unité pilote en psychopathologie légale.

L'arrêté ministériel qui devrait reconnaître ces deux centres d'appui a été suspendu à la suite de l'arrêt du Conseil d'Etat du 25 mars 1999 sur requête introduite par le CRASC.

L'arrêté ministériel ne concernait que la reconnaissance des centres d'appui et non leur subventionnement.

Compte tenu de l'incertitude juridique créée par la requête introduite par le CRASC, dont découlent, notamment, les difficultés de coopération entre les institutions concernées, on peut constater qu'il n'y a pas véritablement de terrain d'entente pour une coopération fructueuse. C'est dans ce sens que les subventions consenties au CRASC ont été diminuées graduellement et ce, dans l'attente d'un jugement définitif.

Actuellement, c'est une subvention de 2 millions qui doit être accordée au CRASC le mois prochain.

C'est en quelque sorte l'attitude des responsables du CRASC qui a abouti à une forme de mise à l'écart dont je prends acte.

Compte tenu des indications que je viens de vous donner, il me paraît superflu de répondre aux ultimes questions que vous m'avez posées, la situation actuelle découlant de la position claire et nette qui a été adoptée.

M. Charles Michel (PRL FDF MCC) : Monsieur le ministre, votre réponse a le mérite de la clarté. Je ne puis, dès lors, qu'en prendre acte.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Karel Van Hoorebeke aan de minister van Justitie over "het toenemend aantal faillissementen" (nr. 732)

Question orale de M. Karel Van Hoorebeke au ministre de la Justice sur "le nombre croissant des faillites" (n° 732)

De heer **Karel Van Hoorebeke (VU&ID) :** Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik heb vroeger over deze problematiek ook reeds geïnterpelleerd. Ik vond het evenwel noodzakelijk nog even terug te komen op dit onderwerp en wel naar aanleiding van de publicatie van de cijfers inzake gerechtelijke akkoorden en faillissementen voor het afgelopen jaar 1999.

Voor de maand december zorgt ervoor dat het aantal faillissementen in het jaar 1999 is toegenomen. Ze hebben opnieuw het niveau bereikt van het jaar 1995. 1996 en 1997 waren op het vlak van de faillissementen zwarte jaren. Men nam aan dat de invoering van de nieuwe wet op het gerechtelijke akkoord op 1 januari 1998 zou leiden tot een vermindering van het aantal faillissementen.

Mijnheer de minister, wij zijn nu twee jaar verder. Beide wetten zijn op 1 januari 1998 in werking getreden. 1998 was een jaar op basis waarvan men eigenlijk geen duidelijke conclusies kon trekken. Voor 1999 moet toch worden vastgesteld dat de wet op het gerechtelijke akkoord niet heeft opgeleverd - en ook in de toekomst wellicht nooit zal opleveren - wat de toenmalige minister van Justitie ons terzake heeft voorgespiegeld. Volgens hem zouden leefbare bedrijven, die in een acute financiële noodsituatie terechtkomen, zich via het gerechtelijk akkoord kunnen redden. Op die manier zou men de negatieve spiraal inzake faillissementen kunnen doorbreken.

Mijnheer de minister, ik heb de jongste weken de gelegenheid gehad een aantal voorzitters van rechtbanken van koophandel te ontmoeten. Uit gesprekken met die mensen blijkt dat zij onomwonden toegeven dat de nieuwe wet op het gerechtelijk akkoord niet werkbaar is. Voor Gent zouden er 12 gerechtelijke akkoorden zijn

Karel Van Hoorebeke

aangevraagd en daarvan heeft slechts 1 gerechtelijk akkoord effectief resultaat opgeleverd. De andere hebben alsnog tot een faillissement geleid. De voorzitter heeft mij toevertrouwd dat vooral een kapitaalsinbreng van een aandeelhouder - vreemd aan het herstelplan - het bedrijf heeft gered. Ik neem aan dat eenzelfde beeld geldt voor de andere gerechtelijke arrondissementen. We moeten echter de facto vaststellen dat de wet op het gerechtelijke akkoord niets heeft opgeleverd.

Een ander probleem is onder meer de aanstelling van de rechter van opschorting. Meestal gaat het hier om een bedrijfsrevisor die heel zware kosten aanrekent. De voorzitters van de rechtbanken zeggen mij dat zij het werk van de bedrijfsrevisoren zouden kunnen overnemen indien zij zouden beschikken over goede rechters in handelszaken. Een bedrijfsleider die als rechter in handelszaken zetelt, heeft voldoende kennis om balansen en jaarrekeningen te interpreteren. Dit laatste is misschien een afzonderlijk debat.

Mijnheer de minister, mij lijkt in elk geval de tijd gekomen om een evaluatie te maken over de zin van de wet op het gerechtelijke akkoord. Moet deze wet worden aangepast? De vorige minister van Justitie heeft destijds aangekondigd dat men na verloop van een zekere periode zou overgaan tot een evaluatie van de faillissementswetgeving. De praktijk heeft volgens mij ondertussen aangetoond dat een aantal aanpassingen noodzakelijk zijn.

Ik kom nu tot mijn belangrijkste vraag. Wanneer zal een evaluatie plaatsvinden van deze twee belangrijke wetten voor het economische verkeer, met name de wet op het gerechtelijk akkoord en de nieuwe faillissementswet, beide in werking getreden op 1 januari 1998?

Minister **Marc Verwilghen** : Mijnheer de voorzitter, collega Van Hoorebeke, bij het indienen van de nota inzake mijn beleidsvisie heb ik duidelijk gemaakt dat de wet inzake de faillissementen en vooral de wet op het gerechtelijk akkoord prioritair terug onder de aandacht van de wetgever moeten worden gebracht. Ik begrijp dus ten volle de door u gestelde vragen.

Wat uw eerste vraag betreft, waarin u mij vraagt een overzicht te geven van het aantal gerechtelijke akkoorden dat werd aangevraagd en het aantal dat effectief tot een faillissement heeft geleid, spijt het mij u geen exact antwoord te kunnen geven. De statistische gegevens betreffende de gerechtelijke akkoorden en faillissementen worden immers door de rechtbanken van koophandel rechtstreeks overgemaakt aan het Nationaal Instituut voor de Statistiek, directoraat-generaal van het ministerie van Economische Zaken. Deze materie ontsnapt dus deels aan mijn bevoegdheid. Vandaar dat ik niet in het bezit ben van de door u gevraagde informatie. Het tijdsbestek was daarvoor te kort. Ik heb evenwel deze

gegevens opgevraagd en zal ze u overmaken zodra ik een antwoord ontvang. Het is overigens een aangelegenheid die ook mij interesseert, vermits ze de impact van de nieuwe wet, die ertoe strekt faillissementen maximaal te beperken, zal weergeven.

Uw tweede en uw derde vraag zal ik samen beantwoorden. Tijdens het laatste jaar van de vorige legislatuur heeft mijn voorganger reeds een evaluatie van de nieuwe wetten op het faillissement en het gerechtelijk akkoord op het getouw gezet. Deze evaluatie ging gepaard met de raadpleging van enkele bevoorrechte getuigen zoals voorzitters van rechtbanken van koophandel, hoofdgriffiers en curatoren. Op die manier werd een overzicht opgemaakt van de zwakke punten in de procedures van beide wetten. Voor de meeste van deze punten werd reeds een oplossing gevonden. De oplossing van andere knelpunten hangt af van de rechtspraak van de hoven en de rechtbanken. Bovendien mag men niet uit het oog verliezen dat een uniforme rechtspraak, zoals bewerkstelligd door het Hof van Cassatie, een zekere tijd nodig heeft. Wezenlijke knelpunten zullen echter wel degelijk, indien nodig, het voorwerp uitmaken van een "reparatiewet", zoals ik in mijn beleidsnota heb aangegeven.

Wel wil ik er onmiddellijk op wijzen dat het welslagen van de wet inzake het gerechtelijk akkoord op het terrein afhankelijk is van een mentaliteitswijziging, zowel in hoofde van de schuldenaar als in hoofde van de schuldeiser. Het is noodzakelijk dat elke handelaar voldoende snel reageert wanneer de eerste moeilijkheden zich voordoen en zonder dralen een adequate beslissing neemt. Het gerechtelijk akkoord kan immers slechts effect sorteren wanneer men optreedt op een ogenblik dat een onderneming nog vatbaar is voor nieuw economisch leven. Ook vereist de redding van een onderneming dat de schuldeisers bereid zijn het nodige geduld op te brengen en zelfs om niet de volle schuld te recupereren. Ook dit is een mentaliteitswijziging die tot op heden nog niet heeft plaatsgevonden.

Daarnaast is het noodzakelijk aandacht te schenken aan elk initiatief dat een versteviging van de analysecapaciteiten beoogt en aan de vooruitziendheid van de kamers voor het handelsonderzoek. Naar mijn mening hangt het voornamelijk van die kamers af of het welslagen van de wet op het gerechtelijk akkoord kan worden gerealiseerd. Daarbij moet worden onderstreept dat de vervanging van de microfilm door de cd-rom als drager van de jaarrekeningen die worden neergelegd bij de Nationale Bank van België - zoals trouwens ingeschreven in het koninklijk besluit van 14 december 1999 - sneller en gemakkelijker onderzoek van de economische situatie van de ondernemingen zal toelaten.

Bovendien heb ik vernomen dat het aantal handelsonderzoeken dat leidt tot het optreden van de procureur des Konings, omdat op het vlak van het gerechtelijk

Marc Verwilghen

akkoord een aantal malversaties plaatsvond, sterk is achteruitlopen. Daarom zal ik de rechtbanken van koop-handel vragen of op dit vlak initiatieven dienen te worden genomen. In elk geval wil ik erop wijzen dat bepaalde rechtbanken van koophandel bij wijze van dynamische bemiddeling erin slagen akkoorden te laten sluiten tussen schuldenaars en schuldeisers buiten het strikte kader van het gerechtelijk akkoord.

Ook met die activiteit moet rekening worden gehouden, gezien de invloed ervan op de cijfers die voor een deel moeten worden gerelativeerd.

Met het oog op de optimalisering van de kamers voor handelonderzoek lijkt het mij wenselijk een samenwerking tot stand te brengen tussen de rechtbanken van koophandel en de regionale organisaties belast met het bijstaan van bedrijven in moeilijkheden.

De wederzijdse wisselwerking werd reeds opgeworpen tijdens de parlementaire voorbereidingen van de wet op het gerechtelijk akkoord. Dit biedt meer in het bijzonder aan de kamers voor handelonderzoek de mogelijkheid te beschikken over allerlei statistieken en vooruitziende modellen, zoals bijvoorbeeld deze van de Vlaamse commissie voor preventief bedrijfsbeleid.

Het samenwerkingsakkoord zoals bepaald in artikel 92bis van de wet op de institutionele hervorming van 1989, wordt momenteel door mijn departement onderzocht, teneinde te komen tot een wederzijdse uitwisseling van gegevens. Meer bepaald kan dit samenwerkingsakkoord de basis vormen van een harmonieuze samenwerking tussen de reeds aangehaalde actoren, om elk, op hun bevoegdheidsdomein een rol te spelen in het voorkomen van faillissementen.

Volgens mij zal het noodzakelijk zijn beide wetgevingen aan te passen, vooral deze op het gerechtelijk akkoord. Ik ben bereid zo snel mogelijk met deze materie te verschijnen voor de commissie voor het Handelsrecht. Een aantal werkzaamheden en voorbereidingen in die zin zijn reeds aan de gang, maar de afhandeling ervan zal nog enige tijd vergen omdat wij absoluut moeten vermijden dezelfde fout te maken als in het verleden, met name het nemen van belangrijke beslissingen in een zeer hoog tempo, wat leidt tot alle allerlei gebreken in de wetsbepalingen en tot hiaten in de uitvoering ervan.

De heer **Karel Van Hoorebeke** (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, ik ben het eens met de minister als hij zegt dat wij op een rustige en doordachte manier moeten overgaan tot de noodzakelijke evaluatie terzake. Immers, de wetten die drie jaar geleden tot stand kwamen getuigen niet meteen van degelijk en inhoudelijk wetgevend werk.

Ik kijk uit naar de evaluatie terzake, waaraan wij in de praktijk wellicht op constructieve wijze zullen kunnen meewerken.

Mijnheer de minister, sta mij toe nog even de klemtoon te leggen op de noodzakelijke mentaliteitswijziging bij de schuldeisers. Vooral de bankiers reageren nog steeds zeer negatief als zij horen over de mogelijkheid tot een gerechtelijk akkoord waaraan zij zelden bereidwillig meewerken. In dat verband zal het departement een inspanning moeten doen om mee te werken aan de noodzakelijke mentaliteitswijziging, vooral van de bevoorrechte schuldeisers die niet altijd bereid zijn een deel van hun schuldvordering te laten vallen of constructief mee te werken aan een herstelplan dat op termijn slechts kan lukken op voorwaarde dat elkeen zijn steentje bijdraagt.

Ik hoop, mijnheer de minister, dat u bij uw actie ten aanzien van de verschillende actoren, zult meewerken aan die noodzakelijke mentaliteitswijziging.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de benoemingen in het notariaat" (nr. 733)**Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "les nominations dans le notariat" (n° 733)**

De heer **Geert Bourgeois** (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, tijdens de vorige legislatuur maakte de wetgever werk van een grondige wijziging van de Ventôsewet, die hoofdzakelijk een modernisering van het notariaat inhoudt, maar tegelijk een nieuwe manier van benoeming van de kandidaat-notaris en de notarissen. Hierbij werd enerzijds geopteerd voor het behoud van het notariaat als instelling en anderzijds voor het openstellen van het notariaat voor iedereen die daartoe de bekwaamheid en de geschiktheid heeft. In feite komt het neer op een gelijke-kansen-wet.

Deze wet van 4 mei werd gepubliceerd op 1 oktober en werd uiteindelijk van kracht op 1 januari 2000.

In het Staatsblad zag ik de twee opeenvolgende oproepen, uitgaande van de Senaat, tot de kandidaten voor een mandaat van lid niet-notaris van de benoemingscommissies.

De eerste oproep dateert van 6 november. De tweede van 22 december. Wij konden eruit afleiden dat er onvoldoende kandidaten zijn.

Mijn eerste vraag is een beetje een open deur intrappen, vermits de oproep in het Belgisch Staatsblad inhoudt dat er te weinig kandidaten zijn. Deze vraag is toch belangrijk voor de toepassing van de wet. Er moeten 8 effectieven en 8 plaatsvervangers zijn, paritair Nederlandstaligen-Franstaligen voor de Nederlandstalige en Franstalige

Geert Bourgeois

benoemingscommissies. Voor de externen zijn dat een magistraat en een docent of hoogleraren, twee externen met een relevante beroepservaring. Mijnheer de minister, ik neem aan dat u, die als de hoeder van de wet, er ook moet voor zorgen dat die wet wordt uitgevoerd, in contact staat met de diensten van de Senaat. Weet u of er nu voldoende kandidaten zijn voor die diverse functies? Graag kreeg ik hierover meer details. Hoe is de situatie nu precies aan Nederlandstalige en aan Franstalige kant? Zijn er voor beide benoemingscommissies voldoende kandidaten?

Ten tweede, welke gevolgen heeft dit alles? Ik maak er mij toch zorgen over. Die benoemingscommissies hebben nogal wat te maken met de uitvoering van de wet, niet alleen voor uiteindelijk de voordracht van de notarissen die zij moeten rangschikken naar hun bekwaamheid en geschiktheid. Deze benoemingscommissies spelen ook nog een andere rol. Zo kunnen de evaluatiecommissies niet in werking treden - de stagiaires moeten ook geëvalueerd worden - vermits er interferentie is met de benoemingscommissies die mensen moeten aanduiden. U benoemt een lid van de evaluatiecommissie op voordracht van de benoemingscommissie. Zij kunnen u ook geen advies geven over het aantal kandidaat-notarissen. U moet het aantal jaarlijks bepalen. Dat is ook een functie van deze benoemingscommissie. Uiteindelijk maken zij de rangschikking op.

Ik druk hieromtrent mijn bezorgdheid uit. Mijnheer de minister, zult u de nieuwe wet zo vlug mogelijk toepassen? Er werd al geopperd dat pas halverwege 2001 op die manier de eerste kandidaten kunnen worden benoemd. Er is ook een vrij lange benoemingsprocedure met allerlei adviezen.

Ten derde, wat zal er ondertussen gebeuren? De wet is van kracht, maar de organen die precies moeten waken over de toepassing van die wet of die heel die procedure moeten begeleiden zijn er niet. Hoe hanteert u ondertussen de benoemingsprocedure? Welke criteria past u daarin toe? Er werd reeds een en ander over geschreven. Er zou discussie over zijn. U zou de bestaande adviezen niet altijd volgen en ervan afwijken. Hanteert u ondertussen de criteria van de wet, ook al krijgt u geen lijst van gerangschikte kandidaten? Er zijn nu eenmaal criteria in de wet opgenomen. Houdt u zich daaraan? Mijnheer de minister, heel concreet, hoeveel notarissen zijn er sinds uw aantreden al benoemd? Hoeveel daarvan zijn zagezegde bevoorrechte opvolgingen? Ik denk aan zoons, dochters, schoonzonen of schoondochters. Zijn er reeds betwistingen bij de Raad van State?

Minister **Marc Verwilghen** : Mijnheer de voorzitter, mijnheer Bourgeois, uw bezorgdheden zijn voor een stuk ook mijn bezorgdheden. Wat wij moeten leren uit de wet die aan hoog tempo werd behandeld op verzoek van de

Kamer van de Notarissen en op algemeen verzoek van de wetgevende kamers, brengt met zich dat wij aan tijdsconsideraties zijn gebonden. Wij slagen er niet altijd in om de vooropgestelde termijnen in acht te nemen.

Het is een wet die de nodige aandacht moet krijgen en die op mijn kabinet én in de administratie ook krijgt.

Ten eerste, de samenstelling van de benoemingscommissies. De wet van 4 mei 1999, verschenen in het Belgisch Staatsblad van 1 oktober 1999, die de wijziging van de wet op het notarisambt inhoudt, voorziet in haar artikel 38 dat de Nederlandstalige en Franstalige benoemingscommissies zullen bestaan uit 8 effectieve en 8 plaatsvervangende leden.

De helft zijn notarissen, de andere helft zijn externen die de Senaat aanduidt. In het Belgisch Staatsblad van 6 november 1999 werd een eerste oproep gepubliceerd waarbij de Senaat haar procedure startte. Helaas bleken er op dat ogenblik onvoldoende kandidaten te zijn, zodat in de loop van de maand december een tweede oproep is verschenen waarvan de termijn op 31 januari 2000 verstrijkt. Tot op heden zijn er 15 binnengekomen dossiers, maar er zijn slechts 14 fysieke personen kandidaat wegens 1 dubbele kandidaatstelling bij de Nederlandse taalgroep. De verdeling over de taalgroepen is als volgt : er zijn 10 Nederlandstalige dossiers en 9 kandidaten; 5 Franstalige dossiers en 5 kandidaten. Wat de verdeling van de categorieën betreft : bij de 10 Nederlandstalige dossiers bevinden zich 7 personen die zich als extern kandidaat stellen, 1 persoon als hoogleraar, die tevens extern kandidaat is, en twee personen als magistraat. Bij de Franstalige dossiers hebben alle personen zich kandidaat gesteld als extern.

Wat zijn de gevolgen voor de benoemingen? Wel, los van deze vertraging zou het toch tot einde 2000 hebben geduurd vooraleer de kandidaat-notarissen en notarissen konden worden benoemd in het nieuwe systeem.

Wat moet er concreet gebeuren? De nationale kamer van de notarissen moet op een bijzondere algemene vergadering, die voorzien is in maart 2000, haar leden verkiezen voor de benoemingscommissies. De oproepen hiervoor moeten nog gebeuren. Eens de commissies zijn samengesteld moeten zij zich organiseren om de examens in te richten en om hun taak als ombudsdienst waar te nemen. In eerste instantie moeten de commissies bekendmaken hoeveel Franstalige en Nederlandstalige notarissen er in de loop van het jaar kunnen worden benoemd. Zij moeten dus het quorum bepalen. De examens gebeuren in verschillende fasen, zowel schriftelijk als mondeling. Daarna moeten de selecties gebeuren en de uiteindelijke voordrachten aan de minister worden voorgelegd. Hoe dan ook, men voorziet voor deze werkwijze een periode van tenminste 6 maanden. Bovendien heeft de Raad van State, die het koninklijk besluit over de

Marc Verwilghen

benoemingscommissies moet adviseren, reeds laten weten dat er eerst een akkoord moet worden gegeven door Financiën vooraleer het koninklijk besluit van kracht kan worden. De wet zegt niets over de financiering van de benoemingscommissies. Er is dus momenteel geen wettelijke basis om een dotatie uit te betalen. Hierover lopen op dit moment gesprekken met de kamer van de notarissen.

Ik kom bij de gedane benoemingen. Ik heb sinds mijn aantreden 44 notarissen benoemd, waaronder 17 met familiale band. Al die benoemingen zijn gebeurd in het stelsel dat toepasselijk was voor het in werking treden van het moratorium van 4 mei 1999, dat de nieuwe benoemingsprocedure van toepassing maakt. Mijn beslissingen zijn gebaseerd op de diverse adviezen die de kandidaten gekregen hebben. Ik wil hierbij opmerken dat veel van die adviezen compleet tegenstrijdig zijn voor een zelfde kandidaat, indien hij postuleert, afhankelijk van de standplaats waarvoor hij postuleert. Ik heb er gehad met een zeer gunstig advies die in een andere standplaats een voorbehoud kregen. Bij mijn weten zijn er op dit ogenblik 2 betwistingen hangende voor de Raad van State; een Nederlandstalige en een Franstalige. Ik wil er volledigheidshalve nog aan toevoegen dat de wet voorziet, in de afdeling 5, de artikelen 63 en 64, in een moratorium waarin wordt gesteld dat bij een vacante plaats het notarisambt wordt waargenomen door een plaatsvervanger, die wordt verkozen uit de groep kandidaat-notarissen en notarissen. Ik zeg het erbij omdat, gelet op de tijdspanne die moet worden overbrugd, het mij niet zou verbazen dat daarvan moet worden gebruikgemaakt.

De heer **Geert Bourgeois** (VU&ID) : Mijnheer de minister, ik dank u voor uw vrij volledig antwoord. Als ik het goed begrepen heb, zijn er nog steeds te weinig kandidaten en kan men nog steeds niet vooruitgaan. Daarom denk ik dat we ons bij dit soort wetgeving de vraag moet stellen naar de samenstelling van die commissies. Als ik mij niet vergis kende men bij de Hoge Raad voor de Justitie een gelijkaardig probleem. Men kan zich afvragen of er wel voldoende interesse bestaat in het maatschappelijke veld voor dit soort organen. Uit uw antwoord leid ik af dat het best half 2001 zou kunnen zijn vooraleer alles rond is. We hebben het hier over een zeer lange periode vooraleer die wet definitief in al zijn aspecten in werking zal treden.

Weliswaar hebt u benoemingen gedaan overeenkomstig het systeem dat van kracht was tot en met 3 mei. Er zijn echter behoorlijk veel bevoorrechte opvolgingen, 17 op 44, dat is toch een kleine helft. U zegt dat er maar twee betwistingen zijn. Ik weet ook wel dat niet altijd betwistingen gevoerd worden omdat die kandidaten soms vrezen om bij latere benoemingen uit de boot te vallen. Ik

weet dat u het niet makkelijk hebt met die adviezen. Precies daarom hebben we in het verleden in een wet opgenomen dat er uniforme advisering moest komen aan de hand van standaardnormen en -evaluaties.

Ik reken er echter op dat, mochten er nog zulke benoemingen op stapel staan, u de criteria van bekwaamheid en geschiktheid zult hanteren.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Bart Somers aan de minister van Justitie over "het grote aantal seponeringen door de parketten" (nr. 670)

Question orale de M. Bart Somers au ministre de la Justice sur "le nombre élevé d'affaires classées sans suite par les parquets" (n° 670)

De heer **Bart Somers** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mijn vraag betreft het grote aantal seponeringen door de parketten.

Begin december heeft het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NIS), de cijfers bekendgemaakt van het aantal seponeringen in 1996, het laatste jaar waarvoor men volledige cijfers heeft. Bij het NIS wijt men dat aan het langzaam doorzenden van de gegevens door de gerechtelijke instanties.

Die cijfers zijn op twee manieren opzienbarend. Enerzijds is er het grote aantal seponeringen als men de totaliteit van de aangiften bekijkt. Niet minder dan 63% van alle klachten die door de burgers van dit land werden ingediend, werden door de parketten geseponneerd. Van de bijna 1,5 miljoen zaken die het parket ter behandeling kreeg, werden bijgevolg bijna een miljoen zaken geseponneerd.

Anderzijds is er het feit dat de seponeringspercentages per gerechtelijk arrondissement nogal uiteenlopen. Dat gaat van 73% in het arrondissement Mechelen en Ieper, 75% in Luik en de minste zijn 42% in Gent en 50% in Verviers. Er is dus toch wel een groot spanningsveld tussen de verschillende gerechtelijke arrondissementen.

De oorzaken van seponering kennen we. De dader wordt niet geïdentificeerd, een zaak wordt door het parket niet als de moeite waard beschouwd om verder te behandelen of er werden geen bewijzen gevonden.

Toch kunnen we er niet omheen dat de gepubliceerde cijfers het rechtsgevoel van de burger in niet onbelangrijke mate aantasten. Men stelt zich de vraag of het parket wel ernstig genoeg omspringt met de klachten en de zaken die zij moet behandelen.

Bart Somers

Bovendien blijft de vraag vanwaar die verschillen tussen die gerechtelijke arrondissementen komen. Iemand die de interne wereld niet zo goed kent, zou daaruit kunnen afleiden dat het ene parket meer inspanning doet dan het andere om de zaken die ze moet behandelen ook effectief tot een goed einde te brengen.

Daarom heb ik een aantal vragen. Zijn er dieperliggende oorzaken voor de hoge seponeringscijfers in ons land? Waarin bestaan de algemene richtlijnen van de minister en de parketten-generaal met betrekking tot het seponeringsbeleid? Bestaan er specifieke richtlijnen om bepaalde klachten al dan niet te seponeren?

Heeft u een verklaring voor de grote verschillen tussen de gerechtelijke arrondissementen?

Worden er maatregelen voorzien om in de toekomst een minder hoop seponeringscijfer te bekomen. Zo ja, welke?

Zijn er initiatieven op komst die ervoor zorgen dat de informatie sneller komt? Immers, wij praten nu over cijfers van 1996. Ik kan mij moeilijk inbeelden dat een regering, die een beleid wil voeren waarbij men op de voet een aantal criminaliteitsfenomenen volgt, telkens met twee of drie jaar achterstand die belangrijke gegevens ter beschikking krijgt.

Minister Marc Verwilghen : Mijnheer de voorzitter, collega Somers, met statistieken moet altijd opgelet worden. U weet dat u daarmee uw gelijk en het tegenovergestelde kan bewijzen.

Ik zou uw vraag willen beantwoorden met een nuance. Zowel de dienst van het strafrechtelijk beleid en het college van de procureurs-generaal die ik daarover heb bevroegd, hebben me laten weten dat de cijfermatige gegevens van het NIS voor het jaar 1996 eigenlijk geen sluitend beeld geven over het seponeringsbeleid van de parketten. Men mag zich dus niet blindstaren op deze cijfers.

Ze zijn niet recent en dat is niet nieuw voor degenen die in de rechterlijke wereld rondlopen. Ze zijn samengesteld aan de hand van gegevens die niet op een eenvormige wijze werden aangebracht door de parketten. Sommige parketten maakten cijfers over betreffende de seponering in de strikte betekenis van het woord. Anderen begrepen onder een rangschikking zonder gevolg ook alle vormen van afhandeling die niet leiden tot de behandeling voor de strafrechter. Daaronder kunnen de strafbemiddeling, de administratieve afhandeling, verval van de strafvordering door bepaling van een geldsom ressorteren.

Dat kan ook nog voor een berisping die is gegeven en dergelijke meer. Om deze reden moet het cijfermateriaal van het NIS met enige omzichtigheid worden benaderd. Die vaststelling is niet nieuw, zoals al gezegd. Wij hebben

dan ook een aantal initiatieven genomen opdat het ministerie van Justitie op termijn de inzameling en de publicatie van de gerechtelijke statistieken volledig zou kunnen overnemen van het Nationaal Instituut. Daarbij past het departement de statistische rubrieken systematisch aan de wetswijzigingen aan, zodat zij nauwer aansluiten bij de juridische en de feitelijke realiteit, zo niet hebben zij echt weinig zin.

Om de betrouwbaarheid van de inzameling te waarborgen wordt thans elke statistische bevraging begeleid door een nota die de noodzakelijke methodologische richtlijnen bevat, om zoveel mogelijk eenvormigheid te krijgen. Zo werden in 1999 door het ministerie de jaarstatistieken voor 1998 gepubliceerd, maar partieel, voor de vrederechten, de politierechtbanken en de rechtbanken van koophandel. Wat de activiteiten van het parket betreft, zullen de gegevens worden ingezameld vanaf 2000. Daar is men dus nu mee gestart, om ze bekend te kunnen maken in 2001. Ik denk dat we dan veel dichter op de realiteit inspelen en meteen beantwoord ik dan ook uw vierde vraag. Volledigheidshalve verwijs ik u hieromtrent naar het jaarverslag van de dienst voor Strafbeleid van 1998-1999, een document dat reeds aan de Kamer werd meegedeeld en dat daarnaar verwijst.

Uw eerste vraag over de dieperliggende oorzaken voor het hoog seponeringsbeleid in ons land, daarvan denk ik dat er toch enige reserve aan de dag moet worden gelegd met betrekking tot de aangehaalde cijfers. Ik meen dat we pas een duidelijk zicht zullen krijgen zodra de inzameling op een uniforme wijze gebeurt en met opgave van redenen zoals vermeld in de wet-Franchimont van 19 maart 1998. U weet dat het seponeren van een dossier nu moet worden gemotiveerd. Overigens bestaat er sinds 1993 een circulaire met richtlijnen betreffende het seponeringsbeleid op het openbaar ministerie. Deze circulaire is deels voorbijgestreefd door de wet-Franchimont, maar houdt toch enkele principes in die actueel blijven met betrekking tot het opportuniteitssepot. Ter aanvulling van dit gegeven wijs ik u erop dat de laatste 3 jaar diverse richtlijnen werden uitgevaardigd, die erop gericht zijn meer uniformiteit te brengen in het crimineel beleid. Ik denk hier aan verdovende middelen, verkeer en mensenhandel. Hierin worden de verschillende manieren van afhandeling besproken. Samen met u kan ik alleen vaststellen dat er blijkbaar een diversiteit is tussen de verschillende arrondissementen. Een eerste bedenking hierbij is dat ongeveer 44% van de 63% geseponeerde zaken feiten betreft waarvan de dader onbekend is gebleven of waar er geen sprake is van enig misdrijf. Een tweede bedenking is dat het ene arrondissement niet het andere is omwille van tal van factoren als de personeelsbestanden, de capaciteiten van de politiediensten, de ligging soms nabij bepaalde grensgebieden of de ligging in stedelijk gebied.

Marc Verwilghen

Sommige verschillen zijn evenwel structureel, sociaal-economisch, en die zullen dus blijven bestaan. Aan de andere kant is het natuurlijk zo dat de lage ophelderingsgraad die wordt vastgesteld in deze septs - ik heb u het percentage meegedeeld - ons natuurlijk moet aanzetten tot het opzoeken van middelen waardoor wij er inderdaad in kunnen slagen niet alleen de criminaliteit terug te dringen, maar ook de ophelderingsgraad te verhogen. Ik verwijs hiervoor naar het recente werkdocument dat werd voorgesteld en dat zou moeten leiden tot het tot stand brengen van een veiligheidsplan.

De heer **Bart Somers** (VLD) : Mijnheer de minister, ik dank u voor dit omstandig antwoord. Ik ben blij met twee verbeteringen voor de toekomst. Eerst en vooral is er het versnellen van de verwerking, zodat wij kort op de bal kunnen spelen. Dat is belangrijk als wij vanuit het parlement een beleid accuraat willen opvolgen. Ten tweede verheugt mij de uniformisering van de garing. Ik betreur dat als vandaag de dag zulke artikels in de pers verschijnen, men er nog niet voor zorgt dat de burger de correctie op de informatie meekrijgt. Dat is een kleine suggestie. De pers behoudt haar vrijheid, maar wij moeten het verhaal in de juiste context plaatsen. Bij het lezen en vernemen van die informatie had ik niet echt het gevoel dat dit was gebeurd. Ik ben alleszins zeer tevreden met uw antwoord.

Minister **Marc Verwilghen** : Volledigheidshalve wil ik nog het volgende toevoegen. Ik denk dat de heer Somers terecht verwijst naar het feit dat statistieken soms onge-nuanceerd en zonder de nodige toelichting worden gepubliceerd.

Als statistieken zonder toelichting verschijnen, kan dit problemen veroorzaken. Ik heb reeds moeten vaststellen dat cijfers eerder uitlekken in de pers dan ze bekend geraakten bij de opdrachtgever. Op dat ogenblik kan men alleen bijsturen. We zullen in de toekomst nauwkeuriger moeten omspringen met dergelijke gegevens.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

- *De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.40 uur.*

- *La réunion publique de commission est levée à 15.40 heures.*